

# Retour sur le vernissage de l'exposition Marchais (p. 2)

www.pcf.fr

Supplément à l'Humanité

# Communiste

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction : Jacques Chabalier - Guérolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing  
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 12 41) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

## VERS LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL

3 février 2018

Site Internet : [progres-social.pcf.fr](http://progres-social.pcf.fr)

États Généraux du Progrès Social

TRAVAIL & EMPLOI    INDUSTRIE    SERVICES PUBLICS    LOGEMENT    UTILISATION DE L'ARGENT PUBLIC

ISF - évasion fiscale - Cice...

FAIRE GAGNER LES RICHES OU LA FRANCE ?

ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL

Le 3 Février, je participe

SERVEZ-VOUS  
PARUTION  
du n°2  
de la revue  
Cause commune

Cause commune  
REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

NOVEMBRE-DECEMBRE 2017 #02

OCTOBRE 1917 ET NOUS

p.48 MILITER  
p.75 PRODUCTION DES TERRITOIRES  
p.78 SCIENCES

VIDÉO  
Facebook PCF

Solidarité avec  
Nicole Briend  
militante d'Attac



Elsa Lefort  
pour la libération  
de Salah Hamouri



## CORSE : 1<sup>er</sup> tour de l'élection territoriale Déclaration du Comité exécutif national du PCF

Les résultats du premier tour de l'élection territoriale en Corse sont très inquiétants pour la Corse elle-même. Ils mettent en évidence une crise politique dont l'abstention est révélatrice. Un électeur sur deux ne s'est pas rendu aux urnes et c'est encore plus marquant dans les bureaux de vote des quartiers populaires des grandes villes de Bastia et d'Ajaccio, où l'abstention dépasse souvent les 60 %. La réforme institutionnelle de la collectivité, imposée aux Corses sans consultation par référendum, reçoit en ce sens un cinglant désaveu. À ce déni de démocratie, s'ajoute, pour ce troisième scrutin de l'année, le sentiment que les difficultés de la vie quotidienne, auxquelles une grande majorité d'entre eux est confrontée, ne font que s'accroître. La cherté de la vie, la pénurie de logements sociaux, les bas salaires, le chômage, la pauvreté et la précarité ont été évacués de cette campagne électorale. De même, il n'a jamais été question des compétences qui seront exercées prochainement par les élus de cette nouvelle collectivité dotée d'importantes compétences et concentrant tous les pouvoirs non régaliens. En revanche, il est déjà question, côté nationaliste, d'engager avec le gouvernement une négociation en vue d'une nouvelle étape institutionnelle pour, cette

fois-ci, changer radicalement le rapport de la Corse à la République. Cela interpelle d'autant plus que la référence au fédéralisme européen, voire à l'autodétermination dans les dix ans, est régulièrement avancée sans se soucier de la concurrence exacerbée entre les territoires que cette option suppose dans un cadre toujours plus libéral. Or, il est évident que pour la Corse, région métropolitaine la plus pauvre, cette fuite en avant, tout en affaiblissant l'expression de la solidarité nationale dont elle a besoin, sera désastreuse. Dans ce contexte, il n'y aura plus aucun élu pour porter dans cet hémicycle de la collectivité unique de Corse une alternative de gauche, antilibérale et écologique, malgré une belle campagne menée par les militantes et les militants de la Corse insoumise, du Parti communiste français, de la Manca alternativa et d'Ensemble. En rassemblant 6 788 suffrages, 660 de moins qu'en 2015 pour la liste PCF-FDG, cette liste, la seule de gauche (FI, PS, PRG, EELV ayant jeté l'éponge avant de mener le combat), n'est pas parvenue avec 5,7 % à franchir la barre des 7 %, indispensable pour qu'elle puisse être maintenue. Aussi surprenant que cela puisse paraître, plusieurs voix sur le continent se sont félicitées de cette dispa-

rition, dont des responsables politiques de gauche qui ne présentaient pas de candidat. C'est une analyse à courte vue, dont le patronat local pourra se satisfaire tant il est vrai que sa domination économique et sociale n'était contestée jusqu'ici que par les élus régionaux communistes. Ce deuxième tour pourrait donc voir se réaliser une fusion des listes de droite, "macroniste" incluse, sans que cela ne vienne contrarier la victoire, non moins libérale, des listes nationalistes impatientes d'engager un bras de fer avec Paris au bénéfice de leurs résultats pour obtenir un nouveau statut. Dans ces conditions, ce scrutin ne pouvant être considéré comme un blanc-seing, il faudra en préalable à toute discussion de ce type donner la parole aux Corses. Le Parti communiste français apporte toute sa solidarité aux Corses et renouvelle toute son amitié aux colistier-e-s et militant-e-s de la liste « L'avenir, la Corse en commun, L'avvene, a corsica in cumunu », soutenue par la Corse insoumise, le Parti communiste français, Manca alternativa/Ensemble. ✪  
Paris, le 4 décembre 2017



**Pierre Laurent**

## Lui rendre justice

« Secrétaire national du Parti communiste aujourd'hui, mon propos, sans nier ni occulter les contradictions qu'il n'a pas toujours su ou pu résoudre, est de rendre justice à Georges et à son apport. Au-delà de l'hommage à notre dirigeant disparu il y a 20 ans, il s'agit d'essayer de mesurer ce que, dans les conditions du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle, Georges a apporté à la politique et à son parti. Il s'agit de mesurer sa capacité d'innovation, son action pour renouveler son parti « pour qu'il soit mieux communiste », pour reprendre son expression.

Et aujourd'hui, en 2017, huit jours après que les communistes ont convoqué, pour novembre 2018, un congrès extraordinaire qui se donne l'ambition de transformer le PCF, il s'agit pour nous, non pas de chercher à copier son action, non pas d'en faire une référence, encore moins un mausolée, mais d'évaluer la trace qu'il a laissée et sans laquelle, en ce premier quart du XXI<sup>e</sup> siècle, aucune construction d'avenir ne serait possible.

Georges n'était pas un dirigeant politique comme les autres et il a contribué, en ce début des années 1970, à révolutionner les pratiques et la parole politiques. [...] Georges Marchais fut l'inventeur du « parler vrai » à la télévision. Il a littéralement révolutionné l'usage qu'en faisaient les dirigeants politiques de l'époque.

Cette passion de la rénovation et ce choix du « parler vrai », on les retrouve également, bien au-delà des médias, dans les interventions publiques de Georges ou dans ses débats avec ses concitoyennes et concitoyens.

C'est ainsi que, loin des longs discours « ex cathedra », il choisit de lancer, dès 1971, une vaste campagne d'échanges on ne peut plus directs avec les Françaises et les Français à travers tout le pays, intitulée : « Dites-moi, Monsieur Marchais... » [...]

Georges Marchais était un démocrate. Et il était conscient de la nécessité de rénover le Parti communiste en ce sens, de mieux intégrer dans son action, sa conception de la transformation de la société, cette dimension démocratique à ses yeux essentielle. [...]

C'est pourquoi Georges s'attaqua d'emblée, non seulement à rendre perceptible notre véritable identité communiste, fort éloignée de la caricature dont on nous affublait, mais à conduire un profond travail de rénovation, tant de nos orientations politiques que de nos règles de fonctionnement. La nouvelle démarche que le nouveau Secrétaire général entendait promouvoir dans le Parti est, pour la première fois, détaillée en 1973 dans *le Défi démocratique*, livre dont la parution constitua un événement politique. [...]

Dans son parti, à l'Assemblée nationale et dans sa circonscription, Georges était bien, tout à la fois, un homme du peuple et un homme d'État.

Cette dimension du personnage se reflète également, au plan international, dans le nombre et la variété de dirigeants politiques de haut niveau et de personnalités hors du commun qu'il a eu l'occasion de rencontrer, tant à Paris qu'à l'étranger. » [...] ✚



**Olivier Marchais**

## Les raisons de sa popularité

« Pierre Laurent, pour le Parti communiste, et moi-même pour notre famille, souhaitions une inauguration permettant un large rassemblement, ouvert à tous ceux qui, hier, l'ont côtoyé, à tous ceux qui, aujourd'hui, lui portent un intérêt ou souhaitent le découvrir, au-delà des formules chocs passées. [...]

Je suis heureux car je trouve ici une grande diversité. Je reconnais de nombreux visages, des ami-e-s, la famille, des politiques. Nous disposons donc, ce soir, pour la visite, d'une multitude de guides. [...]

L'idée de faire une exposition sur mon père nous est venue il y a deux ans environ. Le feu vert pour la réaliser, il y a 3 mois. À la suite de la profanation de Villejuif, où le maire nouvellement élu voulait débaptiser une place portant son nom, j'ai mesuré la popularité de Georges à travers les très nombreuses et larges protestations, j'ai vu à quel point il appartenait à l'histoire politique de notre pays.

Bien au-delà de la famille communiste, il y a une reconnaissance très forte pour son acharnement à, comme il disait, « défendre les intérêts de son peuple », contre « le grand capital » et pour « les masses populaires et les travailleurs ». Je suis désolé : si on me dit souvent que je lui ressemble, en revanche, je ne possède pas son accent.

Sa popularité d'hier et d'aujourd'hui est due à une alchimie bien entendu complexe. Je pense que sa combativité, son parcours social (il vient d'un milieu extrêmement modeste), sa présence médiatique, et surtout sa proximité avec « ceux qui ne sont rien », comme il se dit en 2017, sont autant de raisons à sa popularité. »

Dans la biographie qu'il vient de lui consacrer, Gérard Streiff écrit : « Le succès de Marchais dans les médias, et plus généralement dans la vie publique, ne tient pas seulement au fait qu'il est « une nature » selon l'expression de Charles Fiterman ; il passe la rampe parce qu'il incarne avec force la France populaire. » [...]

En refermant cet album, je reviens avec quelques mots clés : engagement, changement, audace, chaleur humaine, échecs, succès, diversité, rire et surtout bonheur de vivre et de militer pour ses convictions et ainsi ouvrir le champ des possibles. » ✚

## Soirée Marchais Liste des personnalités présentes

**Sont intervenus :** Ian Brossat, Olivier Marchais, Jacques Vendroux, Pierre Laurent, Pierre Douglas et Marika Bret.

**Dans l'assistance,** outre les membres de la famille, de très nombreux militants et amis, des dirigeants nationaux ou fédéraux du Parti, on remarquait notamment : Gérard Alezard, Patrick Apel-Muller, Jean-Louis Bargerio, Jacqueline Belhomme, Claude Billard, Thibaud Biz, Mme Cabu, Pierre Dharréville, Daniel Davisse, Daniel Cirera, Amadou Deme, Christian Favier, Charles Fiterman, Pierre Garzon, Jean-François Gau, Françoise Germain-Robin, Vanessa Ghiati, Alain Guinot, Gerard Houiller, Mugnette Jacquaint, Yves Jeuland, Jacky Hoffmann, Anicet Le Pors, Francette Lazard, Hélène Luc, Bernard Loche, Lucien Marest, Michel Maso, Nicolas Marchand, Catherine Margaté, Philippe Martinez, Jacques Mondoloni, Patrick Pelloux, Stéphane Peu, Jean-Paul Pierrot, Philippe Pivion, Jean Plantu, Fabienne Pourre, Guy Poussy, Gilles Poux, Alain Rouy, Richard Sanchez, Véronique Sandoval, Pascal Savoldelli, Gilles Saint Gal, Catherine Valbon, Francis Wurtz, Serge Wolikow...

Plusieurs membres du CEN : Olivier Dartigolles, Igor Zamichieï, Anne Sabourin, Denis Rondepierre, Isabelle De Almeida, Isabelle Lorand, Nathalie Simonnet, Yann Le Pollotec, Jean-Charles Nègre, Guillaume Roubaud-Quashie.

**Depuis l'inauguration,** Jean-Pierre Elkabbach et Yvan Levai sont venus voir l'exposition.



## VISITES

D'ores et déjà, des sections et des fédérations, en cette période de fin d'année, organisent des sorties militantes pour visiter l'exposition Marchais. Rappelons qu'elle se tient à l'Espace Niemeyer (entrée libre) jusqu'à la mi-janvier. Ouvert tous les jours de semaine sauf les samedis 23 et 30 décembre et 6 janvier.

# Vers les états généraux du progrès social

**Le Conseil national était réuni, à la fin de la semaine dernière, pour mettre en œuvre la feuille de route décidée par l'assemblée des animateurs et animatrices de section du 18 novembre. Le rapport était présenté par Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national. Premier point à l'ordre du jour : répondre à la casse sociale de Macron avec les états généraux du progrès social.**

« **A**vec l'organisation des états généraux, le 3 février prochain, il s'agit de mettre à la disposition du plus grand nombre d'actrices et d'acteurs des luttes qui se mènent actuellement - élus, responsables syndicaux, de collectifs, associatifs, citoyens engagés dans des actions ou initiatives locales - la possibilité de faire front ensemble et de porter leurs solutions, de mettre à leur service un moment de convergence, de construction commune. »

Les militants disposent des cahiers du progrès social sur chacun des axes (utilisation de l'argent, travail/emploi, industrie, services publics, logement), cahiers que les fédérations ont récupérés le 18 novembre.

« Il s'agit en priorité d'engager des échanges avec celles et ceux avec qui nous sommes en contact dans ces luttes, de leur présenter cette campagne et les propositions du PCF, de leur proposer de participer aux états généraux en donnant leur avis, leurs solutions. Partons des luttes en cours, prenons des initiatives ou poursuivons celles déjà engagées pour les valoriser et les faire converger le 3 février. Je pense à l'appel de Grigny, à l'appel pour un plan d'urgence dans les Hauts-de-France, comme aux batailles très nombreuses pour l'hôpital public, La Poste, le ferroviaire, le droit au logement, le contre-budget présentés par nos députés, la bataille contre l'évasion fiscale ; celle pour l'industrie, notamment Alstom. »

Aux fédérations, aux sections de choisir un des axes qui correspond le mieux à des enjeux locaux, à des batailles politiques déjà engagées et qui peuvent rassembler, là où ils ont des points d'appui, des élus.

« Il s'agit d'associer dans cette campagne l'ensemble de nos parlementaires et des élus travaillant sur ces questions. »

Pour donner une visibilité nationale à cette campagne et l'animer, un site a été créé (progrès-social-pcf.fr VERIFIER). Encore faut-il le faire connaître, le faire vivre, et en faire un outil national commun.

Le 3 février, il est proposé d'organiser les états généraux en deux moments. Le matin se tiendraient des ateliers par thème (dans plusieurs lieux, dans les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et à Paris). Et l'après-midi est prévue une rencontre plénière, centrale. Les ateliers pourraient être coordonnés par un-e responsable national-e, un-e parlementaire, et un-e secrétaire de fédération ou de section.

« Il s'agirait de privilégier la parole des acteurs, actrices de luttes, d'experts du quotidien comme on dit, de donner à voir des exemples d'appels locaux

(tel l'appel pour la santé qui circule dans le Jura), de motions, de pétitions... avec l'objectif de travailler à la construction de fronts d'actions permettant des débouchés politiques. C'est certes très ambitieux comme projet, mais il est de notre responsabilité d'ouvrir une perspective politique dans cette période. »

Igor Zamichiei et Isabelle De Almeida sont chargés d'assurer la préparation des états-généraux en s'entourant d'une équipe (secteurs, parlementaires, fédérations et sections).

Pierre Laurent rappelait dans le débat que si les fronts de lutte aujourd'hui sont multiples, à chaque fois ils sont confrontés à la question de la perspective. Pour y répondre il y a besoin d'un travail de proximité politique, un travail de conviction, de longue durée, pour reconstruire la

confiance politique du mouvement populaire. Il faut des actes politiques et l'étape des états généraux en est un.

Isabelle De Almeida abordait ensuite le second point de l'ordre du jour : la feuille de route en vue du congrès, et elle proposait une méthode pour sa mise en œuvre. ✪

*Nous en rendrons compte dans un prochain numéro.*

G S.

## La Palestine au cœur

**Grand moment de solidarité, et d'émotion, quand Fadwa Barghouti, l'épouse du dirigeant palestinien emprisonné en Israël, est venue saluer la direction du PCF, réunie en Conseil national, vendredi 1<sup>er</sup> décembre.**



## PARTI PRIS

### Une insulte inacceptable

Des responsables politiques français et du gouvernement israélien nous accusent, à mots plus ou moins couverts, de soutien au terrorisme et d'antisémitisme pour tenter de disqualifier le combat que nous menons pour une paix juste et durable en Palestine. (...) Sur les ignobles accusations d'antisémitisme, je veux redire clairement que je les ressens comme une insulte personnelle inacceptable, que nous les ressentons comme une insulte et une blessure indignes de l'histoire de notre parti. Les propos tenus par certains personnages politiques en France, et par des dirigeants israéliens qui nous taxent d'antisémites, cherchent en fait à discréditer quiconque s'oppose à la politique coloniale et discriminatoire de Benjamin Netanyahu.

Pour nous, le PCF, l'existence d'Israël n'est évidemment pas en cause. Ce que nous mettons en cause, c'est la non-reconnaissance de l'État palestinien. Pour nous, la lutte contre l'antisémitisme en France et dans le monde et la solidarité avec la lutte contre l'occupation coloniale des territoires palestiniens ne sont pas des combats contradictoires. Mais un même engagement pour le respect des droits humains fondamentaux.

Comme des générations de communistes qui nous ont précédés, nous sommes de ceux qui refusent de concéder tout terrain à la haine du judaïsme et des juifs dans notre pays. L'antisémitisme est un fléau, un délit qui peut devenir, l'histoire l'a montré, le moteur d'un indicible crime contre l'humanité. Nous l'avons combattu hier pour libérer notre pays du nazisme hitlérien, nous le combattons aujourd'hui et nous le combattons demain avec la même détermination.

Depuis des siècles, la haine des Juifs fait des ravages dans notre pays. Mais cette haine trouve face à elle une conception de la nation née en 1791 avec la reconnaissance de la citoyenneté française à tout individu né sur son sol indépendamment de sa religion. À différentes reprises dans notre histoire, de Napoléon à Pétain, ce droit fondamental a été bafoué. (...) ✪

*Pierre Laurent*

## PLANÈTE

### Brexit

# Les droits du peuple irlandais doivent être respectés



**L**a réunion du Conseil européen le 14 décembre prochain sera cruciale pour la mise en œuvre du Brexit. La question de l'avenir de l'Irlande en est un des éléments fondamentaux. L'opposition de la majorité du peuple irlandais, aussi bien du Nord, où 56 % des votants se sont exprimés contre le Brexit, que du Sud, à voir s'établir une frontière « dure » à travers l'île doit être respectée. Les droits du peuple irlandais ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel d'un éventuel accord financier entre l'UE et le gouvernement de Theresa May, qui ne tient que par une alliance parlementaire avec les unionistes ultra-conservateurs du DUP d'Irlande du Nord.

Le danger est réel, alors que l'Irlande traverse une crise politique majeure. Au Nord, les élections régionales de mars 2017 ont montré une forte progression de nos camarades républicains du Sinn Féin (SF). Depuis, le DUP mène une politique d'obstruction à la constitution d'un gouvernement régional. Ce pourrissement voulu de la situation renforce le risque d'un retour à des pratiques discriminatoires. Le SF défend un programme d'égalité pour tous « contre le sectarisme ». Au Sud, le gouvernement minoritaire conservateur de Leo Varadkar ne tient qu'à un fil, surtout après la démission, le 30 novembre, de la vice-première ministre Frances Fitzgerald, accusée de faire taire des cas de violences policières. De nouvelles élections sont donc possibles en 2018. Le SF, lors de sa conférence annuelle qui s'est tenue en novembre, s'est déclaré disponible pour gouverner en cas de victoire ou de forte progression aux élections.

L'enjeu pour le peuple irlandais est majeur. Une majorité des Irlandais du Nord s'est prononcée contre la sortie de l'UE. Cela implique l'établissement

d'un statut spécial pour l'Irlande du Nord permettant le maintien de la liberté de circulation et de la citoyenneté européenne dans toute l'Irlande. Tout renforcement de la frontière reviendrait à remettre en cause les accords du Vendredi saint de 1998. Or, c'est bien cela que recherche le DUP, qui fait pression sur Theresa May contre le statut spécial pour l'Irlande du Nord. Le gouvernement français doit intervenir auprès de l'UE et de ses homologues de Londres et de Dublin en faveur de l'introduction du statut spécial et de l'inclusion des accords du Vendredi saint dans l'acte final du Brexit.

La perspective de la réunification de l'île se dessine à nouveau. Sans statut spécial, il conviendra de poser la question, comme le fait le SF, d'un référendum de réunification, qui serait alors le seul moyen de faire respecter les accords du Vendredi saint. Dans tous les cas, la connexion établie entre les deux parties de l'Irlande ne peut être interrompue par le Brexit, et la réunification de l'Irlande sous forme d'une république assurant le respect des droits sociaux et démocratiques et de l'égalité pour tous est aujourd'hui crédible. Un pas important serait l'établissement d'un système de santé gratuit unique pour tous les Irlandais, comme le propose le SF.

La question irlandaise est une question européenne. La manière dont l'UE traite la volonté des Irlandais à demeurer dans un même ensemble politique sera révélatrice de la manière dont elle traite les droits souverains et démocratiques des peuples. ✪

*Vincent Boulet*

*membre PCF du comité exécutif du Parti de la gauche européenne*

# Sur la pollution de l'air

**B**ien que la qualité de l'air se soit améliorée, elle n'en reste pas moins préoccupante en Europe. La France a connu, en décembre 2016, le plus long pic de pollution de ces dernières décennies. Toutefois, c'est jour après jour que la pollution produit ses effets les plus dévastateurs. La pollution de l'air, classée cancérigène certain<sup>1</sup>, est insidieuse car difficilement visible au quotidien. Sur la durée, elle provoque une augmentation de la prévalence de maladies qui peuvent conduire au décès prématuré de milliers de personnes.

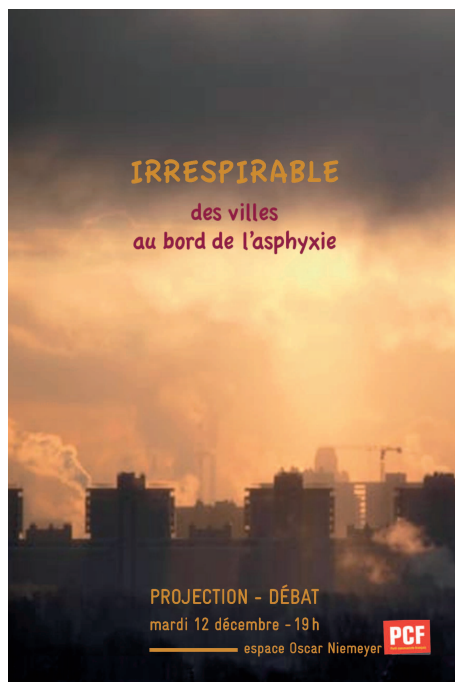
C'est bien le cœur du sujet.

Ainsi, la France est aujourd'hui poursuivie devant la Cour de justice de l'Union européenne pour non-respect des valeurs limites européennes de pollution atmosphérique. Par ailleurs, le Conseil d'État reconnaît également la responsabilité de l'État pour non-respect des valeurs limites de polluants, en particulier le dioxyde d'azote et les particules fines PM10. Enfin, à Paris, une victime de la pollution de l'air a porté plainte contre l'État pour inaction des autorités administratives

Est-il possible de préserver la santé humaine de ces gaz et de ces particules fines dont la taille est inférieure au micromètre ?

Pourquoi la France tarde-t-elle à adopter des niveaux de seuils plus ambitieux afin d'assurer une meilleure protection de la santé de la population ?

Quelles solutions devons-nous imaginer et quelles initiatives les citoyen-ne-s et les élu-e-s doivent-ils prendre ?



## Mardi 12 décembre 2017 à 19 h

Espace Oscar Niemeyer, siège du Parti communiste français

**PROJECTION** du film « Irrespirable, des villes au bord de l'asphyxie », ARTE France, production Scientifilms  
**SUIVIE D'UN DÉBAT EN PRÉSENCE DE :**

Delphine PRUNAUT, sa réalisatrice ;

Karine LEGER, ingénieure, directrice en charge du secteur partenariats et communication, à Airparif ;

Jean-François DOUSSIN, chercheur au CNRS, Laboratoire Interuniversitaire des systèmes atmosphériques, Universités Paris-Est-Créteil (UPEC) et Paris Diderot (UPD) ;

Jean-Noël AQUA, maître de conférences à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris 6), Sorbonne universités et à l'Institut des nanosciences de Paris, conseiller de Paris élu du 13<sup>e</sup> arrondissement.

## Un dominant ordinaire

**S**elon la vulgate macroniste, tout un chacun, avec du travail et du mérite, peut demain devenir un premier de cordée. On vient d'en avoir encore un bel exemple avec André François-Poncet. Ce banquier « discret » (la discrétion est une qualité très prisée dans la banque) vient de prendre la tête du directoire de Wendel, empire qui va de l'acier à la finance. Arrivé là par son travail et son mérite ? Pas que. André François-Poncet a été formé à Saint-Louis de Gonzague, le collège jésuite de Paris. Ses diplômes de HEC puis de Harvard en poche, il se retrouve membre du « Club des trente », petit clan de financiers de haut vol, lobby « strictement confidentiel » dit le site qui lui est consacré. C'est vrai que André François-Poncet a pour maman Marian Sachs, de la famille Goldman Sachs, et pour oncle Jean François-Poncet, ancien ministre des Affaires étrangères, lequel, mais c'est un détail, a épousé Marie-Thérèse de Mitry, fille de Marguerite de Wendel. Bref, pas vraiment sorti des quartiers le bonhomme. Il a plutôt le profil type du dominant ordinaire, cette minuscule classe qui tient les manettes et dont le seul mérite finalement est de se reproduire. ✪

Gérard Streiff



## SAVIGNY-SUR-ORGE (91)

**Marché solidaire contre la desertification des commerces de proximité. En partenariat avec l'amicale des locataires CNL.**



**ONNAING (NORD)**  
**Victoire du PCF (Xavier Jouanin) à l'élection municipale dès le 1<sup>er</sup> tour**

## PORT-DE-BOUC (13)

**Banquet révolutionnaire pour le 90<sup>e</sup> anniversaire de la section du PCF.**

**En présence de Jérémy Bacchi, secrétaire départemental, Jean-Marc Fournayron, secrétaire de section, Patricia Fernandez-Pedinielli, maire, Naïma Senanedj membre de la direction fédérale et du député Pierre Dharréville.**



# GRANDS SOIRS & BEAUX LENDEMAINS

Projection de films d'archives commentés par les historiens Paul Boulland et Tangui Perron

**Lundi 11 décembre 2017 - 18h30**  
Espace Niemeyer, siège du PCF  
2 place du Colonel Fabien - 75019 Paris

**1945-1956, le cinéma militant de la Libération et de la Guerre froide**

ciné-archives vous invite à la ciné-conférence

www.cinearchives.org

Ciné-Archives vous convie à une projection autour de son nouveau coffret livre-DVD "Grands Soirs et Beaux Lendemain. 1945-1956, le cinéma militant de la Libération et de la Guerre froide". Réalisés sous l'égide du PCF et de la CGT, les vingt courts métrages réunis dans ce coffret proposent une traversée du cinéma militant de la Libération à la Guerre froide. Aux années de la Reconstruction succèdent des luttes sociales réprimées dans le sang, notamment celles des mineurs en 1948 et les luttes d'indépendance au Maghreb et en Indochine. Lundi 11 décembre 2017, 18 h 30 Sièges du PCF, 2 place du Colonel-Fabien, 75019 Paris - Entrée libre contact@cinearchives.org 01 40 40 12 50

## SOUSCRIPTION

**Je verse : ..... euros**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.